**AVENANT AU CONTRAT PORTANT RECLASSEMENT INDICIAIRE AU 01/01/2019 (DANS LE CADRE DU PROTOCOLE PPCR)**

**Entre :** ……………………………… *(dénomination exacte de la collectivité ou de l'établissement concerné)* représenté(e) par ………. (*Maire ou Président*) et dûment habilité par délibération du........................ *(indiquer l'organe délibérant)* en date du ...................................

 ci-après désigné "la Collectivité *(ou l'Etablissement)* employeur" ;

**Et :** NOM - Prénom né(e) ……………………. le ..........................., à ......................

 Adresse

 Localité

 ci-après désigné "le Co-contractant".

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 2017-1737 du 21 décembre 2017 modifiant l’échelonnement indiciaire de divers corps, cadres d’emplois et emplois de la fonction publique de l’Etat, de la fonction publique territoriale, et de la fonction publique hospitalière,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° …..… en date du ………, portant échelonnement indiciaire applicable au cadre d’emplois ……………………………………………………………

Vu la délibération du ……………… créant l’emploi de ….................... à raison de .........../35ème, pour la période du ................ au ................, comprenant les fonctions suivantes ............................................ *(à définir précisément)* et fixant la rémunération,

Vu le contrat signé entre les deux co-contractants en date du ................................,

**Il a été convenu ce qui suit :**

**ARTICLE 1 : REMUNERATION**

A compter du …. ……, la situation de M……………………… est révisée comme suit :

Emploi – grade : ………………………………..,

Echelon :

Indice brut : ……………

Indice majoré : ……………

ARTICLE 2 : CONTENTIEUX

Les litiges nés de l’exécution du présent contrat relèvent de la compétence de la juridiction administrative dans le respect du délai de recours de deux mois.

Les autres articles restant inchangés.

Fait en double exemplaire

à.............................................., le.................................

signatures

Le Maire (ou le Président), le co-contractant

Transmis au Représentant de l’État.

Ampliation adressée au :

- Comptable de la collectivité.

- Président du Centre de gestion.